

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Great Slave Lake Remediation		
Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-150150/A	Date 2014-05-26	
Client Reference No. - N° de référence du client AANDC-EW699-150150		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$NCS-107-10183		
File No. - N° de dossier NCS-4-37027 (107)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-07-07		Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Anthony (NCS), Mary		Buyer Id - Id de l'acheteur ncs107
Telephone No. - N° de téléphone (780) 497-3588 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA TELUS PLAZA N. 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Northern Contaminated Site Program
ATB Place North Tower
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**DEMANDE DE PROPOSITIONS
ASSAINISSEMENT DES SITES MINIERES
OUTPOST ISLAND, BLANCHET ISLAND, COPPER PASS, WILSON ET WALDRON**

NUMÉRO DU PROJET : R.041648.001

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

CONDITIONS D'ASSURANCE

Le document « Attestation d'assurance » et ses instructions ont été remplacés, à l'annexe B.
(L'Attestation d'assurance dûment complétée, n'est PAS requise lors du dépôt de soumission)

ANNULATION DE LA CLAUSE R2940D ET MODIFICATION DE L'ARTICLE CG3.8 DE LA CLAUSE R2830D

Suite à l'abrogation de la *Loi sur les justes salaires et les heures de travail*, la clause R2940D est annulée pour les contrats émis après le 1^{er} janvier 2014. Pour les contrats émis avant cette date la loi reste applicable.

Le « Code de conduite » a été remplacé par « Disposition relatives à l'intégrité ». Des modifications ont été incluses. Voir IG01 de R2710.

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Introduction
IP02	Dispositions relatives à l'intégrité, renseignements connexes
IP03	Documents de soumission
IP04	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP05	Conférence des soumissionnaires
IP06	Accords commerciaux
IP07	Ententes sur les revendications territoriales globales
IP08	Livraison des soumissions
IP09	Révision des soumissions
IP10	Ouverture des soumissions
IP11	Évaluation
IP12	Méthode de sélection - Note combinée, 60 % pour le mérite et 40 % pour le coût
IP13	Établissement de la proposition
IP14	Compte rendu
IP15	Période de validité des soumissions
IP16	Documents de construction
IP17	Sites Web
IP18	Santé et sécurité obligatoires - Pour les travaux exécutés aux Territoires du Nord-Ouest et à Nunavut

R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX SOUMISSIONNAIRES (IG) (2014-03-01)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site WEB:

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IG01	Code de conduite et attestations - soumission
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxes applicables
IG05	Frais d'immobilisation
IG06	Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
IG07	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG08	Exigences relatives à la garantie de soumission
IG09	Livraison des soumissions
IG10	Révision des soumissions
IG11	Rejet de la soumission
IG12	Coûts relatifs aux soumissions
IG13	Numéro d'entreprise - approvisionnement
IG14	Respect des lois applicables
IG15	Approbation des matériaux de remplacement
IG16	Évaluation du rendement
IG17	Conflit d'intérêts / Avantage indu

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

- CS01 Exigences relatives à la sécurité
- CS02 Limitation de la responsabilité
- CS03 Condition d'assurance
- CS04 Assurance de Responsabilité Civile Commerciale
- CS05 Assurance Responsabilité en Matière Maritime
- CS06 Assurance Responsabilités Couvrant L'atteinte à L'environnement
- CS07 Assurance Responsabilité Civile Automobile
- CS08 Assurance responsabilité arienne
- CS09 Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions
- CS10 Sécurité et santé au travail

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)**FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)**

- SA01 Identification du projet
- SA02 Nom commercial et adresse du soumissionnaire
- SA03 Offre
- SA04 Période de validité des soumissions
- SA05 Acceptation et contrat
- SA06 Durée des travaux
- SA07 Garantie de soumission
- SA08 Signature

APPENDICE 1- FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS**APPENDICE 2 - VENTILATION DES COÛTS ESTIMÉS****APPENDICE 3 - GARANTIE DE CONTENU TLICHO****APPENDICE 4 - PRIMES, PÉNALITÉS ET LISTE DE VÉRIFICATION EN LIEN AVEC L'EMBAUCHE D'TLICHO****APPENDICE 5 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE****ANNEXE A - SPÉCIFICATIONS****ANNEXE B- FORMULAIRE D'ATTESTATION D'ASSURANCE****ANNEXE C - TABLEAU DE VENTILATION DES COÛTS**

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) à l'intention de faire appel à un entrepreneur pour assurer les services de construction selon les modalités exposées dans la demande de propositions.
2. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que lui-même et ses sociétés associées respectent les dispositions énoncées à la section 1, « Code de conduite et attestations - soumission », des *Instructions générales R2710T (27 juin 2013)*. Les documents connexes exigés aux présentes permettront à l'État de confirmer que les attestations sont véridiques.

IP02 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE – RENSEIGNEMENTS CONNEXES

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article IG01, Dispositions relatives à l'intégrité - soumission des Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2014-03-01). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

IP03 DOCUMENTS DE SOUMISSION

Les documents suivants constituent les documents de soumission:

1.
 - a. Demande de propositions, Page 1;
 - b. Instructions particulières aux soumissionnaires;
 - c. Instructions générales aux soumissionnaires R2710T (2014-03-01);
 - d. Clauses et conditions identifiées aux « Documents du contrat »;
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IP04 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG13 de la R2410T, toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à Demande de propositions, Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP05 CONFÉRENCE DES SOUMISSIONNAIRES (A9083T 2006-06-16)

Une conférence des soumissionnaires aura lieu à Explorer Hotel, 4825 49th Avenue, Yellowknife, NW Territories, le 12 Juin 2014. La conférence commencera à 13:00h.

La conférence permettra d'examiner la portée du besoin résumée dans l'appel d'offres et de donner des réponses aux questions des soumissionnaires. Nous recommandons fortement à toute entreprise comptant présenter une soumission d'y envoyer un représentant.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante avant la conférence pour confirmer leur présence. Faites parvenir par écrit à l'autorité contractante le nom des personnes qui assisteront à la conférence et une liste des enjeux qu'elles souhaitent soulever au moins 3 jours ouvrables avant la date prévue de la conférence.

Toute précision ajoutée ou modification apportée à la demande de propositions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera intégrée à la demande de propositions à titre de modification à celle-ci. Les soumissionnaires qui n'assisteront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

IP06 ACCORDS COMMERCIAUX

Le marché proposé est assujetti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada – Colombie (ALECC), de l'Accord de libre-échange Canada – Chili (ALECC), de l'Accord de libre-échange Canada – Pérou (ALECP), de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

IP07 ENTENTES SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES

Le besoin proposé est assujetti aux dispositions des ententes sur les revendications territoriales globales suivantes: Tlicho, Le chapitre 26, l'Article 26.3.1.

IP08 LIVRAISON DES SOUMISSIONS**L'article IG09 de R2710T est remplacé par ce qui suit :**

1. La soumission sera présentée en deux enveloppes. Dans la première enveloppe se trouvera la proposition technique, la proposition de gestion et d'organisation ainsi que les considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (**l'original plus quatre (4) copies**). La deuxième enveloppe contiendra le formulaire de soumission et d'acceptation ainsi que tout document connexe (**original seulement**). Ces deux enveloppes seront réunies en une troisième enveloppe, l'enveloppe de la soumission. Toutes les enveloppes seront fournies par le soumissionnaire.
2. L'enveloppe de la soumission sera adressée et envoyée au bureau de réception des soumissions mentionné en page couverture de la demande de propositions. La soumission doit parvenir à cet endroit au plus tard à l'heure et à la date de clôture du processus. Avant d'envoyer votre soumission, assurez-vous que les renseignements suivants sont inscrits clairement en caractères de frappe ou d'imprimerie sur l'enveloppe :
 - a. nom du projet et numéro de la demande de propositions;
 - b. nom du soumissionnaire;
 - c. adresse de l'expéditeur;
 - d. date et heure de clôture du processus.
3. Le formulaire de qualifications et tout document connexe exigé seront placés dans une enveloppe scellée portant les renseignements suivants, inscrits clairement en caractères de frappe ou d'imprimerie :
 - a. « Enveloppe 1 - Proposition technique, proposition de gestion et d'organisation, et considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones »;
 - b. numéro de l'appel d'offres;
 - c. nom du soumissionnaire.
4. Le formulaire de soumission et d'acceptation ainsi que tout document connexe exigé seront placés dans une enveloppe scellée portant les renseignements suivants, inscrits clairement en caractères de frappe ou d'imprimerie :
 - a. « Enveloppe 2 - Prix »
 - b. numéro de l'appel d'offres;
 - c. nom du soumissionnaire.

Les prix mentionnés sont en dollars canadiens. Aucune protection relative à la fluctuation du taux de change n'est offerte. Une telle demande ne sera pas prise en considération.
5. Il incombe au soumissionnaire de voir à ce que la proposition soit présentée correctement et livrée à temps.
6. En raison de la nature du présent appel d'offres, les soumissions électroniques ne seront pas acceptées.

IP09 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (780) 497-3510.

IP10 OUVERTURE DES SOUMISSIONS

En raison de la nature du présent appel d'offres, le dépouillement des soumissions n'aura pas lieu en public.

IP11 ÉVALUATION

1. L'enveloppe 1 - Proposition technique et proposition de gestion et d'organisation sera ouverte en privé. Elle sera ouverte d'abord afin que l'on puisse évaluer les exigences de la soumission selon le principe de la réussite ou de l'échec. Si une proposition échoue à l'égard de n'importe laquelle des exigences obligatoires, elle sera déclarée non recevable et rejetée d'emblée.
2. Chaque critère d'évaluation coté est associé à un nombre de points maximum qui reflète son importance dans le cadre de la soumission. Après avoir évalué dans quelle mesure la soumission respecte chacun de ces critères, une cote allant de 0 au nombre de points maximum sera attribuée à la soumission pour ce critère, 0 signifiant que la soumission ne respecte pas du tout le critère et la note maximale signifiant que la soumission le respecte pleinement.
3. À la section 4.1 de la proposition technique, la note de passage est de 50 %. Chaque soumission doit obtenir une note d'au moins 60 % pour l'ensemble de la proposition technique de même qu'une note d'au moins 60 % pour l'ensemble de la proposition de gestion et d'organisation. Les soumissions qui n'obtiendront pas cette note minimale pour un ou l'autre des volets seront considérées comme irrecevables sur le plan technique et rejetées d'emblée.
4. L'entrepreneur sera choisi en fonction du meilleur rapport qualité-prix, c'est-à-dire la meilleure note combinée, 60 % des points étant alloués au mérite (proposition technique, proposition de gestion et d'organisation, et considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones) et 40 % étant alloués en fonction du prix. 5. Des points seront accordés après évaluation des considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones. Aucune note de passage minimale n'est associée à ces considérations, mais les points connexes seront additionnés au nombre total de points de la soumission.
6. Enveloppe 2 - Prix : L'enveloppe 2 ne sera ouverte que pour les soumissionnaires qui auront respecté les exigences obligatoires pour la proposition technique et la proposition de gestion et d'organisation. La proposition de prix sera évaluée en fonction des critères obligatoires, et toute soumission qui ne respectera pas un de ceux-ci sera considérée comme irrecevable et rejetée d'emblée.

IP12 MÉTHODE DE SÉLECTION - NOTE COMBINÉE, 60 % POUR LE MÉRITE, 40 % POUR LE PRIX

1. L'entrepreneur sera choisi en fonction du meilleur rapport qualité-prix, c'est-à-dire la meilleure note combinée, 60 % des points étant alloués au mérite (proposition technique, proposition de gestion et d'organisation, et considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones) et 40 % étant alloués en fonction du prix.
2. Afin d'établir les notes à accorder pour le prix, on attribuera une note parfaite à la soumission la moins-disante et une note proportionnelle aux autres soumissions. En fonction du résultat de l'évaluation, on recommandera l'attribution du marché au soumissionnaire dont la proposition

aura obtenu le total de points combiné le plus élevé, pour autant que le prix de la soumission ne dépasse pas de plus de 15 % le prix de la soumission recevable la moins-disante. Si le prix de la soumission ayant obtenu le total de points combiné le plus élevé dépasse de plus de 15 % le prix de la soumission recevable la moins-disante, cette soumission sera déclarée irrecevable et rejetée d'emblée.

3. Calcul de la note combinée mérite/prix (à titre d'exemple uniquement)

Total de points disponibles = 200

Note de passage = 60 % ou 120 points minimum pour qu'on ouvre la proposition de prix

Importance attribuée à chaque volet de la proposition = Proposition technique/de gestion = 60 %

Proposition de prix = 40 %

Prix maximum payé = 15 % de plus de que la soumission recevable la moins-disante

Sommaire des résultats de l'évaluation (à titre d'exemple uniquement)

Nom de l'entreprise	Prop. technique/gestion (passage = 120)	Prix évalué des soumissions (TPS incluse)	Note pondérée Mérite =	Note pondérée Prix = 40 %	Note totale
Soumissionnaire A	175/200	1 000 000 \$	53	40 (Moins-disante)	93 Meilleur rapport qualité-prix
Soumissionnaire B	165/200	1 100 000 \$	50	37	87
Soumissionnaire C	155/200	1 150 000 \$	47	35	82
Soumissionnaire D	150/200	1 400 000 \$	45	S.O. *	S.O. *
Soumissionnaire E	112/200**	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.

* Soumissionnaire D - Le prix dépasse de plus de 15 % le prix de la soumission techniquement recevable la moins-disante.

** Soumissionnaire E - N'a pas obtenu la note de passage et est donc rejeté d'emblée.

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
4.0	Proposition technique	
4.1	<p>Installation de chantier, désinstallation de chantier et logistique (20 points – Outpost, 20 points – Blanchet, 30 points – Copper Pass, 10 points – Waldron et 10 points – Wilson)</p> <p>A fourni une description détaillée de la façon dont tous l'équipement, le carburant, les matériaux, les conteneurs de déchets, les fournitures et le personnel proposé seront transportés aller-retour jusqu'aux chantiers. A traité notamment, mais non exclusivement, des points suivants :</p> <p>Installation et désinstallation de chantier</p> <ul style="list-style-type: none"> • A fourni une liste de l'équipement et des fournitures à transporter jusqu'au site, étayée de photographies, en précisant l'état ainsi que l'âge ou le nombre d'heures d'utilisation de l'équipement lourd et une description des plans d'entretien préventif et des stocks de pièces essentielles. • A précisé et décrit les modes de transport par voie maritime, aérienne et/ou terrestre jusqu'au chantier, y compris l'accès depuis le port de départ et a confirmé l'état de navigabilité la capacité de navigation de l'embarcation conformément aux lois pertinentes. • A établi un plan de rechange si le plan proposé a des limites, y compris le cadre de décision quant au moment de mettre en application le plan de rechange. • A fourni des détails sur la gestion du carburant, y compris les volumes prévus, les types de carburant, le transport, l'entreposage et le transfert. • A fourni une description détaillée des travaux de désinstallation de chantier, y compris en ce qui concerne le retrait des pièces d'équipement et la fermeture du site. • A fourni une méthodologie détaillée des améliorations à apporter au site (voies d'accès). • A fourni des détails sur la mise hors service des routes d'accès à la fin du projet. • A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. • A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, dans des conditions normales aussi bien que d'urgence, et a précisé des mesures d'atténuation. • A fait preuve d'une bonne compréhension des risques associés à la navigation sur le Grand lac des Esclaves et le bras Est (les conditions climatiques saisonnières, les itinéraires privilégiés et de rechange, les havres sécuritaires, etc.), à l'amarrage, au 	<p>90</p> <p>(note de passage : (50 % ou 45 points))</p>

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
	<p>débarquement, à l'organisation des lieux et à la construction de routes hivernales, et a précisé des mesures d'atténuation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A décrit les risques et les mesures d'atténuation associés à la tâche 	
4.2	<p>Approvisionnement, exploitation et entretien des installations de campement (20 points – Outpost, 20 points – Blanchet, 30 points – Copper Pass)</p> <p>A fourni des détails sur l'exploitation des campements, les installations connexes ainsi que les services à fournir. Pour chacun des campements proposés, a traité notamment, mais non exclusivement, des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A fourni une description des installations de campement, en précisant leur emplacement et leur disposition conceptuelle. • A précisé la capacité du ou des campements, les effectifs, les heures de travail, la rotation des équipes, et les vols. • A précisé la ou les sources d'eau domestique et le processus de traitement proposé au besoin pendant la saison d'exploitation et au moment du lancement et de la fermeture du site. A inclus une estimation de la consommation quotidienne et du volume total d'eau nécessaire de chaque source. • A fourni les détails du plan de gestion des eaux usées et du plan de gestion des déchets solides. A inclus une estimation des volumes d'eaux noires et d'eau grises par jour ou par semaine. • A fourni des détails sur le système de communication. • A fourni des détails sur le plan de gestion de la sécurité faunique. • A précisé les dispositions prises pour les représentants du Ministère au campement. • A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. • A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, y compris les plans de secours médical d'urgence et d'évacuation. • A fait ressortir les risques et a précisé les mesures d'atténuation qu'il utilisera pour effectuer cette tâche. 	70
4.3	<p>Sols et résidus contaminés (20 points – Outpost, 20 points – Blanchet et 20 points – Copper Pass)</p> <p>A fourni une méthodologie détaillée de la gestion des sols contaminés. A traité au minimum, sans s'y limiter, des éléments suivants :</p>	60

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
	<ul style="list-style-type: none"> • A fourni des détails sur la méthodologie d'excavation des sols et des résidus contaminés. • A fourni des précisions sur la mise en conteneur, le transport et l'élimination des sols contaminés en ce qui concerne les volumes désignés aux fins de l'élimination hors site, et a précisé l'emplacement des installations d'élimination et a fourni une lettre de l'installation confirmant qu'elle accepte les flux de déchets proposés. • A fourni des détails sur le remblayage sur place, le confinement et le recouvrement des sols et résidus contaminés comme il est précisé dans le devis. • A fourni des détails sur les mesures de lutte contre l'érosion et de récupération de la terre végétale. • A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. • A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, y compris l'équipement de protection individuelle. • A décrit les risques et les mesures d'atténuation liées à la tâche. 	
4.4	<p>Stériles et tranchées (20 points – Outpost, 20 points – Blanchet et 20 points – Copper Pass)</p> <p>A fourni une méthodologie détaillée de la gestion des sols contaminés et des tranchées. A traité au minimum, sans s'y limiter, des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A fourni des détails sur la gestion des stériles. • A fourni des détails sur la remise en état des tranchées. • A fourni des détails sur les mesures de lutte contre l'érosion et de récupération de la terre végétale. • A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. • A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, y compris l'équipement de protection individuelle. • A fait ressortir les risques et mentionne les mesures d'atténuation qu'il utilisera pour effectuer cette tâche. 	60
4.5		60

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
	<p>Déchets dangereux, déchets liquides et concentrés de minerai (20 points – Outpost, 20 points – Blanchet et 20 points – Copper Pass)</p> <p>A fourni des détails sur la façon dont les matières dangereuses, les déchets liquides et les concentrés de minerai seront recueillis, entreposés et transportés aux fins d'élimination. A traité notamment, mais non exclusivement, des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A proposé le type de conteneurs requis pour les matières dangereuses, les déchets liquides et les concentrés de minerai. • A donné une description générale de la façon dont les conteneurs seront solidement isolés, étiquetés et suivis. • A défini les moyens de transport jusqu'au lieu d'élimination ex situ. • A fourni des détails sur l'entreposage temporaire et sur la consolidation des matières dangereuses, des déchets liquides et des concentrés de minerai mis en conteneur. • A désigné l'installation d'élimination des matières dangereuses et a fourni une confirmation écrite des responsables de cette dernière attestant leur acceptation des déchets dangereux et a démontré qu'il comprend les exigences réglementaires (du début à la clôture du projet). A fourni des détails sur la zone de traitement des matières dangereuses et sur la méthodologie qui sera utilisée pour démolir les bâtiments. • A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. • A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche. A fait ressortir les risques et mentionne les mesures d'atténuation qu'il utilisera pour effectuer cette tâche. 	
4.6	<p>Solidification et transport des débris non dangereux (15 points – Outpost, 15 points – Blanchet et 15 points – Copper Pass)</p> <p>A fourni des détails sur la façon dont les déchets non dangereux seront recueillis et solidifiés, entreposés et transportés ex situ jusqu'à l'installation d'élimination des déchets désignée. A traité notamment, mais non exclusivement, des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A précisé la méthodologie de séparation des flux de déchets, de solidification et de minimisation des quantités. • A fait ressortir les risques et mentionne les mesures d'atténuation qu'il utilisera pour effectuer cette tâche. 	45

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
	<ul style="list-style-type: none"> A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche. 	
4.7	<p>Scellement des ouvertures de mine (10 points – Outpost, 10 points – Blanchet, 10 points – Wilson et 10 points – Waldron)</p> <p>A traité notamment, mais non exclusivement, des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> A proposé une méthodologie pour sceller les ouvertures de mine. A décrit les matériaux requis pour sceller les ouvertures de mine. A fait ressortir les risques et a mentionné les mesures d'atténuation qu'il utilisera pour effectuer cette tâche. A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche. 	40
4.8	<p>Emprunt granulaire</p> <p>A traité notamment, mais non exclusivement, des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> A proposé une méthodologie concernant la production d'emprunt granulaire. A précisé un ou des lieu(x) pour les bancs d'emprunt et les piles de stockage. A fourni des détails sur les mesures de lutte contre l'érosion et de récupération de la terre végétale. A décrit les risques et les mesures d'atténuation. liées à la tâche. A démontré qu'il comprend les exigences réglementaires dans la mesure où elles se rattachent à la tâche et qu'il s'y conforme. A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. A fait preuve d'une bonne compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche. 	45

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
4.9	<p>Calendrier A établi un calendrier qui indique la durée de chacune des tâches principales. A traité notamment, mais non exclusivement, des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A subdivisé chaque tâche en un nombre suffisant de sous-tâches de façon à ce que le représentant du Ministère puisse assurer facilement un suivi des progrès réalisés dans le cadre du projet. • A établi le chemin critique des activités dans le calendrier et a précisé le « jeu » inclus dans la durée des activités indiquées. • A bien précisé dans le calendrier la séquence des activités de travail. • A prévu du temps dans le calendrier pour la réalisation des activités supplémentaires à la fin de chaque saison de construction. • A confirmé par écrit que le calendrier proposé sera respecté et que les délais ainsi que les dépenses d'exploitation connexes, à engager pour exécuter les travaux prévus dans le contrat ainsi que les activités supplémentaires éventuelles en plus du calendrier proposé, sont à la charge de l'entrepreneur. 	50
4.10	<p>Clarté, concision et caractère exhaustif de la proposition A fourni une proposition claire, concise et complète et bien organisée. A abordé tous les critères dans l'ordre précisé dans la DDP.</p>	10
4.11	<p>Compréhension du projet A fait la preuve de sa vision environnementale et de sa compréhension de la nature unique du projet, de la portée des travaux, s'agissant notamment, mais non uniquement, des contraintes inhérentes au travail dans une localité nordique éloignée, d'accès potentiellement difficile, et où le soutien peut être limité. A clairement défini les enjeux logistiques et environnementaux clés liés aux travaux proposés à accès limité.</p>	10
Maximum de points techniques à attribuer		540

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC-EW699-150150

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-4-37027

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
Note de passage pour l'article 2.1 = 50 % (45 points)		
Nombre minimum de points acceptable dans l'ensemble pour la proposition technique, note de passage = 60 % (324)		
Total des points attribués – proposition technique = _____ points		

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
5.0	Gestion et organisation proposées	
5.1	<p>Qualifications et expérience de la société, de la coentreprise ou du consortium</p> <p>A décrit les qualifications de la société, de la coentreprise ou du consortium ainsi que les renseignements généraux permettant d'établir l'expérience par rapport à des activités d'envergure semblable dans des emplacements situés dans les régions du Nord. A fourni des détails sur le système de gestion de la santé et de la sécurité de la compagnie et/ou un certificat de reconnaissance ou l'équivalent.</p>	20
5.2	<p>Références de clients</p> <p>A fourni des preuves de jusqu'à trois (3) projets semblables d'assainissement qu'il a menés à bien et auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe de projet proposée. A défini clairement l'équipe de projet, le rôle de ses membres, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date d'achèvement et les produits à livrer.</p> <p>A remis des lettres de référence de clients pour chacun des projets décrits. A fourni des lettres de référence signées et datées par le client. Les dates de signature se situaient à l'intérieur de la période d'appel d'offres pour ce projet.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La mesure à laquelle le soumissionnaire a donné les services à temps. 2. La mesure à laquelle il a donné les services en respectant le budget prévu. 3. La mesure à laquelle il a atteint l'objectif du projet. <p>On attribuera des points au soumissionnaire en tenant compte de l'ensemble de ses réalisations dans chacune des trois sous-catégories et non projet par projet.</p>	20
5.3	<p>Qualifications des principaux intervenants</p> <p>A présenté un curriculum vitæ (2 pages au maximum) pour les postes suivants, contenant des renseignements sur l'expérience acquise dans des projets semblables, l'expérience de travail dans des emplacements situés dans les régions éloignées du Nord ainsi que l'expérience dans la fonction proposée dans le cadre du projet.</p> <p>A. Gestionnaire de projet et remplaçant 20/10</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste de la gestion de projets d'assainissement, réalisés à une échelle comparable à celle du projet proposé et d'une envergure semblable. - Expérience du contrôle des finances et des calendriers, et de la coordination des activités avec le client. 	110

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
	<p>B. Surveillant de chantier et changement de quart de travail 25/20</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste de la gestion du personnel dans les campements situés en régions éloignées. - Expérience de la surveillance de chantier dans le cadre de projets d'assainissement des lieux, d'envergure semblable à celle du projet proposé. <p>C. Coordonnateur de la santé et de la sécurité sur le chantier et à l'extérieur 10/10</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste de travail en régions éloignées dans le cadre de projets d'assainissement des lieux, d'envergure semblable au projet proposé. - Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux différents emplacements à assainir. <p>D. Expert dans le domaine de la gestion des déchets dangereux 15</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience manifeste sur le terrain dans le cadre de projets d'assainissement des lieux, d'envergure semblable au projet proposé. - Expérience de la reconnaissance, de l'échantillonnage, de la caractérisation, de la conteneurisation et du transport des matières dangereuses ainsi que de leur élimination. <p>REMARQUE : Les remplaçants sont affectés au projet si les employés désignés ne sont pas disponibles parce qu'ils sont malades, ont changé d'emploi, etc. Les employés pour les changements de quart de travail sont ceux qui remplaceront régulièrement le personnel en place lors des changements de quart de travail survenant durant les travaux sur le site.</p>	
5.4	<p>Organigramme</p> <p>A présenté un organigramme détaillé de l'équipe du projet, qui comprend AADNC, TPSGC, le représentant du Ministère, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A indiqué toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. • A désigné le responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant des coûts et la conformité à l'énoncé des travaux. • A indiqué clairement les rapports hiérarchiques pour toutes les parties. 	10
Maximum de points à attribuer pour la gestion et l'organisation		160

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC-EW699-150150

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-4-37027

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Article	CATÉGORIE	Points à attribuer
Nombre minimum de points acceptable – proposition concernant la gestion et l'organisation. Note de passage : 60 % = 96points.		
Total des points attribués = _____ points		

Article		Points à attribuer
6.	Possibilités offertes aux Autochtones	
La région visée par le contrat se trouve en partie dans la région de Monfwi Gogha De Niitlee, près de la ville de Yellowknife, de la ville de Hay River et des collectivités de N'Dilo Dettah, de Lutsel k'e et de Fort Resolution.		
6.1	Formation : S'est engagé à fournir de la formation sur le tas et des programmes d'apprentissage aux Autochtones de la région visée par le contrat, sans frais supplémentaires dans le cadre du projet. La formation et l'apprentissage sont réputés fournis lorsque les bénéficiaires ont acquis des qualifications professionnelles certifiables. La chose est normalement établie par un processus d'agrément administré par une tierce partie indépendante.	25
6.2a	Recrutement d'Autochtones : A garanti clairement son intention de recourir à des travailleurs autochtones de la région touchée dans l'exécution des travaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous se rapportent directement aux heures travaillées sur le chantier, peu importe qu'il s'agisse de celles du personnel de l'entrepreneur principal ou de celui des sous-traitants. Les pourcentages devraient être étayés par une liste des postes précis qui peuvent ou qui seront occupés par des Autochtones. 0 - 49 % du nombre total d'heures de travail : 0 points 50 - 59 % du nombre total d'heures de travail : 13 - 17 points 60 - 84 % du nombre total d'heures de travail : 18 - 36 points 85 - 100 % du nombre total d'heures de travail : 37 - 40 points	40
6.2b	Plan de recrutement d'Autochtones : A fourni par écrit un plan des consultations, des mesures et des procédures proposées qu'il prendra pour s'acquitter des engagements en matière de recrutement d'Autochtones pris dans sa soumission. A précisé comme il atteindra les pourcentages en énumérant les postes sur place qui seront occupés par des employés autochtones.	20

6.3	<p>Sous-traitants/fournisseurs : A garanti clairement son intention de recourir à des sous-traitants autochtones pour les services ou l'acquisition de fournitures et de matériel dans la région touchée par le contrat lié au projet. Les pourcentages sont fondés sur les dépenses applicables à l'équipement, aux fournitures et/ou aux services en tant que proportion du coût estimatif total du marché d'assainissement, et non du nombre d'entreprises utilisées.</p> <p>0 - 39 % : de 0 à 10 points 40 - 59 % : de 11 à 20 points 60 - 79 % : de 21 à 30 points Plus de 80 % : de 31 à 40 points</p> <p>Remarque : Si l'entrepreneur principal est une entreprise appartenant à des Autochtones, le montant total (\$) des contrats attribués à des Autochtones doit également couvrir la part du contrat prévoyant les travaux d'assainissement des lieux de l'entrepreneur.</p>	40
Maximum de points à attribuer pour les possibilités offertes aux Autochtones (SANS note de passage)		125
NOMBRE TOTAL DE POINTS À ATTRIBUER (PROPOSITION TECHNIQUE, GESTION, ORGANISATION ET POSSIBILITÉS OFFERTES AUX AUTOCHTONES)		825
NOMBRE TOTAL DE POINTS À GAGNANT (PROPOSITION TECHNIQUE, GESTION, ORGANISATION ET POSSIBILITÉS OFFERTES AUX AUTOCHTONES)		

ÉVALUATION ET COTE:

N O N - Q U A L I F I É	C A T É G O R I E S	Note maximum	5	10	15	20	25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80
	Qualifié																	
	E X C E L L E N T	Exceptionnel . Devrait obtenir un excellent rendement.	5	10	14- 15	17- 20	22- 25	26- 30	30- 35	35- 40	39- 45	43- 50	47- 55	51- 60	54- 65	58- 70	63- 75	66- 80
	T R È S B I E N	Au-dessus de la moyenne et plus que suffisant pour obtenir un bon rendement.	4	8-9	12- 13	13- 16	18- 21	21- 25	24- 29	28- 34	32- 38	35- 42	38- 46	41- 50	43- 53	46- 57	50- 62	53- 65
	B I E N	Dans la moyenne, devrait obtenir un bon rendement.	3	5-7	8- 11	10- 12	13- 17	15- 20	18- 23	20- 27	23- 31	25- 34	28- 37	30- 40	33- 42	35- 45	38- 49	40- 52
	I N S A T I S F A I S A N T	Inacceptable. Ne suffit pas à l'obtention du rendement exigé.	2	0-4	0-7	0-9	0- 12	0- 14	0- 17	0- 19	0- 22	0- 24	0- 27	0- 29	0- 32	0- 34	0- 37	0- 39

IP13 ÉTABLISSEMENT DE LA SOUMISSION

L'entrepreneur doit établir la soumission d'après les documents pertinents énumérés dans les Instructions particulières aux soumissionnaires. Il lui appartient de demander des éclaircissements sur les clauses, les conditions ou les exigences techniques exprimées dans ce document.

IP14 COMPTE RENDU

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

IP15 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP15 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP15 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a. poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;
 - b. annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T .

IP16 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION

On remettra à l'entrepreneur retenu une (1) copie papier des dessins, des spécifications et des modifications après acceptation de l'offre. Jusqu'à une (1) copie supplémentaire lui sera fournie gratuitement à sa demande. Il lui incombera de se procurer toute autre copie, à ses frais.

IP17 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web:

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues
[Http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL)

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes [Http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra](http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra)

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle
<Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/229.pdf>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

IP18 SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES - Pour les travaux exécutés aux Territoires du Nord-Ouest et à Nunavut

PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

1. Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
 - 1.1 un «Claim Cost Summary *Territoires du Nord-Ouest et Nunavut*» de la Commission des accidents du travail, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
 - 1.2 une lettre d'attestation de la commission sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
 - 1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
2. Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

Exemption de l'application de programmes de sécurité génériques (*le Territoires du Nord-Ouest / Nunavut seulement*) - Les entrepreneurs ayant dix (10) employés ou moins n'ont pas besoin de programme écrit. Cependant, la preuve de l'existence d'un système de gestion de la santé et de la sécurité demeure une exigence.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, LIEU DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS

Supprimer l'option non applicable

CS02 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

La CG1.6 de la R2810D est supprimée et remplacée par le texte suivant:

- CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur
1. L'entrepreneur exonère et indemnise le Canada des réclamations, demandes d'indemnisation, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures se rapportant aux pertes subies par le Canada ou aux réclamations de tierces parties et découlant, de quelque façon que ce soit, des activités de l'entrepreneur dans l'exécution des travaux, dans la mesure où ces réclamations sont causées par des actes négligents ou délibérés ou des omissions attribuables à l'entrepreneur, ou à quiconque dont il est responsable en vertu de la loi.

-
2. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada pour chacune des pertes liées à la responsabilité de première partie est limitée comme suit :
- a. en ce qui a trait à chacune des pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu des exigences en assurance du contrat, elle est limitée au plafond par sinistre, de l'assurance responsabilité civile des entreprises, comme il est indiqué aux exigences en assurance du contrat.
 - b. en ce qui a trait aux pertes pour lesquelles aucune assurance n'est requise, en vertu des exigences en assurance du contrat, elle est limitée au montant le plus élevé entre le montant du contrat et 5 000 000 \$, mais en aucun cas le montant ne doit être supérieur à 20 000 000 \$.

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts ni les frais de justice et ne sont applicables à aucune violation des droits de propriété intellectuelle ou des obligations de garantie.

3. L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada, pour des pertes liées à la responsabilité de tierces parties n'est assujettie à aucune limite, y compris la totalité des frais qu'il devra engager pour se défendre en cas de poursuite par une tierce partie. Lorsque le Canada l'exige, l'entrepreneur doit défendre le Canada contre toute réclamation présentée par une tierce partie.
4. L'entrepreneur acquitte l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux, ou toute partie de ceux-ci, réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
5. Un avis écrit d'une réclamation doit être donné dans un délai raisonnable après que les faits sur lesquels est fondée cette demande deviennent connus.

CS03 CONDITIONS D'ASSURANCE

- 1) Polices d'assurance
- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
 - b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- 2) Période d'assurance
- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.

- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la garantie pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises, et ce pour un délai minimum de six (6) ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une attestation d'assurance sur le formulaire fourni.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS04 ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE COMMERCIALE (2008-05-12) G2001C

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

-
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- o. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

CS05 ASSURANCE RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE MARITIME (2008-05-12) G5003C

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la Loi sur la responsabilité en matière maritime, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants:
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - d. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

CS06 ASSURANCE RESPONSABILITÉS COUVRANT L'ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT (2008-05-12) G2040C

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance «Responsabilité légale en matière de pollution », « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution» et « Responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage» d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance «Responsabilité légale en matière de pollution », « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution» et « Responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage» doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
 - f. Assurance de responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage : La police doit couvrir les blessures corporelles et les dommages matériels causés hors site à des tiers par des rejets provenant de réservoirs de stockage (en surface et sous terre). La protection doit comprendre les mesures correctives et le nettoyage de ces rejets.
 - g. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :
Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

CS07 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE (2014-03-01) G2020C

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - (a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - (b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - (c) Garantie non-assurance des tiers;
 - (d) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - (e) FMPO/SEF/FAQ n° 4a - Avenant relatif au transport d'explosifs;

CS08 Assurance responsabilité aérienne

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance de responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un

contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance aérienne doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- c. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- e. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- f. Assurance des passagers aériens incluant les paiements médicaux : Si des sous-limites s'appliquent à la police de l'entrepreneur conformément à des ententes de transport internationales ou autrement, en aucun cas le montant de la protection ne doit être inférieur à 300 000 \$ par personne. La limite par accident ne doit pas être inférieure à 300 000 \$ multiplié par le nombre de passagers.
- g. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou la confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme similaire).
- i. Formule étendue d'assurance responsabilité civile des locataires de l'aéroport : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard de ses responsabilités découlant de l'occupation d'installations aéroportuaires louées.
- j. Autorisation de transporter des marchandises dangereuses/produits dangereux : L'assuré doit obtenir toutes les autorisations provinciales ou fédérales nécessaires au transport de marchandises dangereuses/produits dangereux dans le cadre de cet avenant.
- k. Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministre de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur

Direction du droit des affaires

Bureau régional du Québec (Ottawa)

Ministère de la Justice

284, rue Wellington, pièce SAT-6042

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal

Section du contentieux des affaires civiles

Ministère de la Justice

234, rue Wellington, Tour de l'Est

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

CS09 Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (2008-05-12) G2002C

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

CS10 la sécurité et la santé lieu de travail

1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1 Dans le cadre des règlements et de la loi sur la sûreté et la réglementation Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, et pour la durée des travaux du contrat, l'entrepreneur doit :
 - 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;

1.1.2 d'assumer le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;

1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :

1.1.3.1 d'assumer, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;

1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et

2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :

2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et

2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC-EW699-150150

File No. - N° du dossier

NCS-4-37027

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

NUNAVUT

Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut
Services de prévention
C.P. 8888
Yellowknife, NT, X1A 2R3
Attention : Chef de la direction de la sécurité industrielle

Téléphone : (867) 669- 4403

Télécopieur : (867) 873- 0262

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC-EW699-150150

File No. - N° du dossier

NCS-4-37027

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DÉCLARATION

DATE : _____

NOM DE L'ENTREPRISE : _____

ADRESSE : _____

Cette entreprise est dispensée de l'exigence des règlements et de la Loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest / Nunavut d'avoir une politique et un programme de santé et sécurité formels, étant donné que l'entreprise ne compte pas, à l'heure actuelle, plus de dix (10) employés à temps plein, y compris ceux requis pour tous les projets en cours de tous les clients.

Nombre actuel d'employés à temps plein : _____

TITRE DE L'AGENT DE LA SOCIÉTÉ

SIGNATURE

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat :

- a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
- b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant remplis en bonne et due forme;
- c. Dessins et devis;
- d. Conditions générales et clauses :

	CG1	Dispositions générales	R2810D(2014-03-01);
	CG2	Administration du contrat	R2820D(2012-07-16);
	CG3	Exécution et contrôle des travaux	
R2830D(2014-03-01);	CG4	Mesures de protection	
R2840D(2008-05-12);	CG5	Modalités de paiement	
	R2850D(2010-01-11);	CG6	Retards et modifications des travaux
	R2860D(2013-04-25);	CG7	Défaut, suspension ou résiliation du
contrat	R2870D(2008-05-12);	CG8	Règlement des différends
	R2880D(2012-07-16);	CG8	Règlement des différends
	R2882D(2008-12-12);	CG9	Garantie contractuelle
	R2890D(2012-07-16);	CG10	Assurances
	R2900D(2008-05-12);		
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1R2950D(2007-05-25);		
	Conditions supplémentaires;		
	e.	Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;	
	f.	Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et	
	g.	Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.	

2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)**SA01 IDENTIFICATION DU PROJET**

Titre du projet : DEMANDE DE PROPOSITIONS ASSAINISSEMENT DES SITES MINIERES OUTPOST ISLAND, BLANCHET ISLAND, COPPER PASS, WILSON ET WALDRON

Numéro du projet : R.041648.001

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Télécopieur : _____ NEA _____

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre à l'État de réaliser la totalité des travaux visés par le projet susmentionné conformément aux documents d'appel d'offres pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ À L'APPENDICE 1.**

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est formé entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés aux Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

La période du contrat s'étend du (date à déterminer) au 31 juillet 2016. Les travaux doivent être réalisés entre (date approximative) l et l'été 2014, et tous les produits à livrer devront être prêts au plus tard le .31 juillet 2016.

SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T - Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission.

SA08 SIGNATURE

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC-EW699-150150

NCS-4-37027

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (caractères de frappe ou d'imprimerie)

Signature

Date

APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

MONTANT FORFAITAIRE

Le montant forfaitaire désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix forfaitaire.

- (a) Les travaux inclus dans le montant forfaitaire représentent tous les travaux qui ne sont pas inclus dans le tableau des prix unitaires.

MONTANT FORFAITAIRE (MF), taxes applicables en sus	\$
---	-----------

TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections du devis en référence.
- b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.

Section	Description	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
01 29 83 - 1	Emballage et manutention des échantillons du représentant du Ministère et transport jusqu'à Yellowknife	ch.	30	\$ _____	\$ _____
01 29 83 - 2	Exigences de l'entrepreneur relatives au contrôle, y compris l'échantillonnage, le transport et l'analyse dans un laboratoire accrédité	somme P et C	1	10 000 \$	10 000 \$
01 31 19 - 3	Réunion entre les saisons	ch.	1	\$ _____	\$ _____
01 31 19 - 4	Réunions sur l'avancement des travaux	ch.	10	\$ _____	\$ _____
01 31 19 - 5	Réunions sur les travaux de construction	ch.	45	\$ _____	\$ _____
02 31 19 - 6	Réunions communautaires	ch.	2	\$ _____	\$ _____
01 35 32 - 2	Surveillants de la faune	jour	750	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 4	Exploitation et entretien des services aux campements (Outpost Island)	par pers./par jour	300	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 5	Exploitation et entretien des services aux campements (Blanchet)	par pers./par jour	300	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 6	Exploitation et entretien des services aux campements (Copper Pass)	par pers./par jour	650	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 7	Gîte et couvert du représentant du Ministère et du personnel autorisé	par pers./par jour	150	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 8	Repas occasionnels pour le personnel	par repas	500	\$ _____	\$ _____

EW699-150150/A

ncs107

AANDC-EW699-150150

NCS-4-37027

Section	Description	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
01 29 83 - 1	Emballage et manutention des échantillons du représentant du Ministère et transport jusqu'à Yellowknife	ch.	30	\$ _____	\$ _____
	autorisé du représentant du Ministère ou le personnel de l'entrepreneur en visite sur place				
01 54 00 - 9	Transport aller-retour - entre Yellowknife et les sites miniers	par voyage aller-retour	30	\$ _____	\$ _____
02 00 00 - 2	Entretien de la route hivernale	par jour	15	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 1	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers à la mine Outpost Island	tonnes	50	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 2	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers à la mine Blanchet	tonnes	125	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 3	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers à la mine Copper Pass	tonnes	150	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 4	Excavation et gestion du concentré de minerai et transfert ex situ à la mine Blanchet	tonnes	20	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 5	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des métaux à la mine Outpost Island	tonnes	0,01	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 6	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des métaux à la mine Blanchet	tonnes	150	\$ _____	\$ _____
02 55 33 - 7	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des métaux à la mine Copper Pass	tonnes	5	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 7	Mise en conteneur de liquides connus	fûts	19	\$ _____	\$ _____
Total des coûts ventilés – taxe(s) applicable(s) en sus					_____ \$

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (MF+MTE), taxes applicables en sus	\$
--	-----------

LA SECTION SUIVANTE NE FAIT PAS PARTIE DU PROCESSUS D'ÉVALUATION.**LES TARIFS HORAIRES SUIVANTS POURRAIENT ÊTRE UTILISÉS SI LA PORTÉE DES TRAVAUX DEVAIT ÊTRE MODIFIÉE DURANT LA PÉRIODE DU CONTRAT.**

N. B. L'État peut accepter ou refuser les tarifs suivants et se réserve le droit de négocier.

P1 - Main-d'œuvre

N. B. Les tarifs horaires suivants doivent être fixes pour toute la durée du contrat. Pour l'administration de celui-ci, la majoration des tarifs horaires doit être soumise à TPSGC pour approbation. Indiquer tous les employés clés.

Article	Description	Unité	Prix unitaire
P1.1	Directeur	heure	\$
P1.2	Travailleur qualifié	heure	\$
P1.3	Travailleur non qualifié	heure	\$
P1.4	Conducteur de camion	heure	\$
P1.5	Spécialiste en matières dangereuses	heure	\$
P1.6	Arpenteur	heure	\$

P2 - Équipement

N. B. L'entrepreneur recevra, pour toute la durée du contrat, un paiement pour l'équipement et l'opérateur en conformité aux tarifs fixés dans la plus récente édition du manuel des tarifs de location d'équipement et liste des membres de l'Alberta Roadbuilders and Heavy Construction Association.

Article	Description	Unité
P2.1	Équipement (avec opérateur)	heure
Majoration au pourcentage fixe ferme de _____ %.		

P3 - Services

N. B. Les tarifs suivants seront fixes pour la durée du contrat.

Article	Description	Unité	Prix unitaire
P3.1	Exploitation et entretien du campement (y compris : cuisinier, technicien médical, surveillant de la faune et tout autre personnel de soutien nécessaire)	jour	\$
P3.2	Vols en cas d'urgence	vol	\$
P3.3	Matériaux et fournitures	montant forfaitaire	\$
P3.4	Visite sur place subséquente à l'installation	montant forfaitaire	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

AANDC-EW699-150150

File No. - N° du dossier

NCS-4-37027

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

APPENDICE 2 – VENTILATION DES COÛTS ESTIMATIFS**(À SOUMETTRE AVEC L'APPENDICE 1 – FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX COMBINÉS)**

(Pour les fournitures, l'équipement et les services obtenus auprès de sous-traitants et d'entreprises tlichos visés par l'accord sur les revendications territoriales des Tlichos)

Conformément à l'APPENDICE 1 – FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX COMBINÉS ET à L'APPENDICE 3 – GARANTIE DE CONTENU TLICHO

(Le tableau qui suit ne sera pas évalué et ne fera pas partie de la base du paiement)

Art.	Description des fournitures	Nom et emplacement du sous-traitant ou de l'entreprise tlicho (le cas échéant)	Coût estimatif
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Total partiel du coût estimatif (TPS en sus)		\$
Art.	Description de l'équipement	Nom et emplacement du sous-traitant ou de l'entreprise tlicho (le cas échéant)	Coût estimatif
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Total partiel du coût estimatif (TPS en sus)		\$
Art.	Description des services	Nom et emplacement du sous-traitant ou de l'entreprise tlicho (le cas échéant)	Coût estimatif
1			\$
2			\$
3			\$
4			\$
5			\$
	Total partiel du coût estimatif (TPS en sus)		\$
A	Total du coût estimatif des fournitures, de l'équipement et des services obtenus auprès de sous-traitants ou entreprises tlichos pour ce projet (TPS en sus)		\$
B	Total du coût estimatif pour ce projet (TPS en sus)		\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC-EW699-150150

NCS-4-37027

C	Élément A / Élément B : total à inscrire à L'APPENDICE 3 – GARANTIE DE CONTENU TLICHO		\$
----------	--	--	-----------

APPENDICE 3 - GARANTIE DE CONTENU TLICHO

1. Garantie de contenu tlicho - Employés sur place de l'entrepreneur et des sous-entrepreneurs

Nom et titre du poste (Donner les noms si possible)	Employé tlicho	Employé non tlicho

Entrepreneur et sous-entrepreneurs : % d'employés tlichos* À remettre avec la soumission.
Aucun point ne sera accordé si cette section n'est pas remplie.

Nombre total estimé d'heures-personnes sur place pour le projet : *

Nombre total estimé d'heures-personnes sur place
par des Tlichos pour le projet : *

Nombre total estimé d'heures-personnes sur place par d'autres que des
Tlichos pour le projet : *

Heures-personnes par des Tlichos pour le projet = * %
Nombre total d'heures-personnes pour le projet

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC-EW699-150150

NCS-4-37027

contrat moins le montant de tous les contrats en sous-traitance accordés à des personnes autres que des Tlichos pour la période visée.

APPENDICE 4 - PRIMES, PÉNALITÉS ET LISTE DE VÉRIFICATION EN LIEN AVEC L'EMBAUCHE TLICHO

PRIMES ET PÉNALITÉ EN LIEN AVEC L'EMBAUCHE TLICHO

1. Conformément aux dispositions du contrat proposé, si l'entrepreneur respecte les cibles d'embauche d'Inuits et de passation de marchés à des sous-entrepreneurs et fournisseurs Tlicho précisées et garanties dans sa soumission (voir **APPENDICE 3**), il recevra comme paiement la somme convenue dans le contrat.
2. Si l'entrepreneur n'atteint pas le nombre prévu d'heures de travail par des employés Tlicho garanti dans le contrat et n'arrive pas à prouver qu'il a fait preuve de diligence raisonnable pour atteindre les cibles fixées, un montant d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat sera déduit des retenues à titre de dommages-intérêts et versé à AADNC.
3. Si l'entrepreneur n'atteint pas le pourcentage garanti de la valeur totale des contrats devant être attribuée à des sous-entrepreneurs et fournisseurs Tlicho et n'arrive pas à prouver qu'il a fait preuve de diligence raisonnable pour atteindre les cibles fixées, un montant d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat sera déduit des retenues à titre de dommages-intérêts et versé à AADNC.
4. Si l'entrepreneur embauche pour travailler sur place des ressources Tlicho qui dépassent les cibles d'emploi garanties dans la soumission, le représentant du Ministère peut autoriser le versement d'une prime d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat, qui sera payée à l'entrepreneur à la fin du projet.
5. Si l'entrepreneur dépasse les cibles en matière de pourcentage de la valeur des contrats attribuée à des sous-entrepreneurs et fournisseurs Tlicho garantie dans la soumission, le représentant du Ministère peut autoriser le versement d'une prime d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat, qui sera payée à l'entrepreneur à la fin du projet.
6. Si l'entrepreneur dépasse la cible garantie en matière de considérations relatives aux Autochtones pour l'une des catégories, mais n'atteint pas cette cible dans l'autre catégorie, il se verra attribuer une pénalité et une prime selon les conditions établies en 2 et en 3, ci-dessus, d'après les formules données à l'**APPENDICE 4**.

PRIMES, PÉNALITÉS ET LISTE DE VÉRIFICATION EN LIEN AVEC L'EMPLOI TLICHO

LISTE DE VÉRIFICATION - PRIMES ET PÉNALITÉS EN LIEN AVEC L'EMPLOI TLICHO			
PROJET :			
ENTREPRENEUR : _____			
ÉTAPE	DONNÉES DÉFINITIVES	% PROPOSÉ	% ATTEINT
1	Pourcentage des heures de travail sur place par desTlicho		
2	Pourcentage de la valeur des marchés attribués à des sous-entrepreneurs ou fournisseurs Tlicho		
3	Valeur définitive du contrat		\$
4	<p>Garantie d'emploi Tlicho sur place : cible atteinte, dépassée ou non atteinte?</p> <ul style="list-style-type: none"> Atteinte - Aucune pénalité ni prime applicable. Dépassée - L'entrepreneur peut être admissible à une prime d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat, versée à l'entrepreneur à la fin du projet. Passer au tableau 1A Non atteinte - L'entrepreneur peut se voir imposer une pénalité d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat. Passer au tableau 2A 		
5	<p>Garantie de contrats attribués à des sous-entrepreneurs et fournisseurs Tlicho : cible atteinte, dépassée ou non atteinte?</p> <ul style="list-style-type: none"> Atteinte - Aucune pénalité ni prime applicable. Dépassée - L'entrepreneur peut être admissible à une prime d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat, versée à l'entrepreneur à la fin du projet. Passer au tableau 1B. Non atteinte - L'entrepreneur peut se voir imposer une pénalité d'au plus 1 % de la valeur définitive du contrat. Passer au tableau 2B. 		
6	COMMENTAIRES		

TABLEAU 1A - ÉVALUATION DE LA PRIME EN LIEN AVEC L'EMBAUCHE TLICHO POUR TRAVAILLER SUR PLACE			
ARTICLE	EXIGENCES	PONDÉRATION	NOTE
1	<p>DÉPASSEMENT DE LA CIBLE D'EMBAUCHE TLICHO</p> <p>N. B. La participation Tlicho à des formations dont il a été tenu compte et qui ont été payés dans le cadre de ce contrat ou hors de ce cadre sera considérée comme inadmissible à une prime et donc exclue du calcul de celle-ci. Calculer le pourcentage de dépassement des cibles d'embauche Tlicho pour le projet de la manière suivante :</p> <p>% de dépassement = $\frac{\text{Réel} - \text{proposé}}{100\% - \% \text{ proposé}}$</p> <ul style="list-style-type: none"> 0 - 33 % du nombre d'heures de travail sur place : 0- 15 pts 34 - 66 % du nombre d'heures de travail sur place : 16 - 45 pts 67 - 100 % du nombre d'heures de travail sur place : 46 - 60 pts 	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR</p> <p>Prendre compte, au cas par cas, des efforts que l'entrepreneur prouvera avoir faits pour rehausser le nombre Tlicho embauchés pour travailler sur place. Les points seront attribués selon les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pas prouvé avoir fait de grands efforts et ne semble pas avoir tenté d'atteindre les cibles. 21-30 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts modérés pour atteindre les cibles. 31-40 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts exemplaires pour atteindre les cibles. 	40	
3	NOTE ÉVALUÉE TOTALE	100	
4	PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE POUR L'EMBAUCHE DE MAIN-D'ŒUVRE TLICHO		\$
5	COMMENTAIRES/JUSTIFICATIONS		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Représent du Ministère (TPSGC) : _____ Chef de projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		

TABLEAU 1B - ÉVALUATION DE LA PRIME EN LIEN AVEC LA PASSATION DE MARCHÉS À DES SOUS-ENTREPRENEURS ET FOURNISSEURS TLICHO			
ARTICLE	EXIGENCES	PONDÉRATIO	NOTE
1	DÉPASSEMENT DE LA CIBLE Calculer le pourcentage de dépassement de la valeur cible des marchés attribués à des sous-entrepreneurs ou fournisseurs autochtones pour le projet d'après la formule suivante : $\% \text{ de dépassement} = \frac{\text{Réel} - \text{proposé}}{100 \% - \% \text{ proposé}}$ <ul style="list-style-type: none"> 0 - 33 % de la valeur totale des marchés : 0 - 15 points 34 - 66 % de la valeur totale des marchés : 16 - 45 points 67 - 100 % de la valeur totale des marchés : 46 - 60 points 	60	
2	DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR Prendre compte, au cas par cas, des efforts que l'entrepreneur prouvera avoir faits pour rehausser la valeur des marchés attribués à des Inuits. Les points seront attribués selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pas prouvé avoir fait de grands efforts et ne semble pas avoir tenté d'atteindre les cibles. 21-30 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts modérés pour atteindre les cibles. 31-40 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts exemplaires pour atteindre les cibles. 	40	
3	NOTE ÉVALUÉE TOTALE	100	
4	PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE POUR L'EMBAUCHE DE MAIN-D'ŒUVRE TLICHO (valeur définitive du contrat) x 1 % x (note évaluée totale/100)		\$
5	COMMENTAIRES/JUSTIFICATIONS		
6	SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION <ul style="list-style-type: none"> Représentant du Ministère (TPSGC) : _____ Chargé de projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		

TABLEAU 2A - ÉVALUATION DE LA PÉNALITÉ EN LIEN AVEC L'EMBAUCHE TLICHO POUR TRAVAILLER SUR PLACE			
ARTICL	EXIGENCES	PONDÉRATION	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage d'atteinte de la cible proposée d'embauche Tlicho pour travailler sur place au moyen de la formule suivante :</p> <p>Pourcentage de la cible = $\frac{\text{Atteint}}{\text{Proposé}} = \frac{\quad}{\quad} \%$</p> <p>51% - 100 % = 30 - 60 points</p> <p>N. B. Les soumissionnaires qui n'auront pas atteint 50 % de la cible proposée recevront la note 0.</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR</p> <p>Prendre compte, au cas par cas, des efforts que l'entrepreneur prouvera avoir faits pour rehausser le nombre Tlicho embauchés pour travailler sur place.</p> <p>Les points seront attribués selon les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pas prouvé avoir fait de grands efforts et ne semble pas avoir tenté d'atteindre les cibles. 21-30 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts modérés pour tenter d'atteindre les cibles. 31-40 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts exemplaires pour tenter d'atteindre les cibles. 	40	
3	NOTE ÉVALUÉE TOTALE	100	
4	<p>PÉNALITÉ TOTALE CALCULÉE</p> <p>(100 - note évaluée totale) % x (valeur définitive du contrat) x (1 %)</p>		\$
5	COMMENTAIRES/JUSTIFICATIONS		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Représentant du Ministère (TPSGC) : _____ Chargé de projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		

TABLEAU 2B - ÉVALUATION DE LA PÉNALITÉ EN LIEN AVEC LA PASSATION DE MARCHÉS À DES SOUS-ENTREPRENEURS ET FOURNISSEURS INUITS			
ARTICLE	EXIGENCES	PONDÉRATION	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage d'atteinte de la cible proposée de contenu Tlicho au moyen de la formule suivante :</p> <p>Pourcentage de la cible = $\frac{\text{Atteint}}{\text{Proposé}} = \frac{\quad}{\quad} \%$</p> <p>51 % - 100 % = 30 - 60 points</p> <p>N. B. Les soumissionnaires qui n'auront pas atteint 50 % de la cible proposée recevront la note 0.</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR</p> <p>Prendre compte, au cas par cas, des efforts que l'entrepreneur prouvera avoir faits pour rehausser la valeur des marchés attribués à des sous-entrepreneurs et fournisseurs Tlicho.</p> <p>Les points seront attribués selon les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 0-20 points - L'entrepreneur n'a pas prouvé avoir fait de grands efforts et ne semble pas avoir tenté d'atteindre les cibles. 21-30 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts modérés pour tenter d'atteindre les cibles. 31-40 points - L'entrepreneur a prouvé avoir fait des efforts exemplaires pour tenter d'atteindre les cibles. 	40	
3	NOTE ÉVALUÉE TOTALE	100	
4	<p>PÉNALITÉ TOTALE CALCULÉE :</p> <p>$(100 - \text{note évaluée totale}) \% \times (\text{valeur définitive du marché}) \times (\text{taux})$</p>	\$	
5	COMMENTAIRES/JUSTIFICATIONS		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Représentant du Ministère (TPSGC) : _____ Chargé de projet (AADNC) : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____ 		

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC-EW699-150150

NCS-4-37027

ANNEXE A - SPÉCIFICATIONS (voir la pièce jointe séparément, en format électronique)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC-EW699-150150

NCS-4-37027

ANNEXE B - FORMULAIRE D'ATTESTATION D'ASSURANCE (voir la pièce jointe séparément, en format électronique).

ANNEXE C - TABLEAU DE VENTILATION DES COÛTS

(le tableau ci-dessous n'est fourni qu'à titre d'information)

Le formulaire ci-dessous présente à l'autorité contractante la ventilation de tous les montants forfaitaires y compris les prix inclus dans la BDPC-1 et les prix unitaires donnés dans le devis. Cette ventilation aidera à établir si les coûts représentent un bon rapport qualité-prix et s'ils se sont jugés « justes et raisonnables ». Avant l'adjudication du contrat, **seul** le soumissionnaire ou l'entrepreneur dont on juge qu'il représente le meilleur rapport qualité-prix devra remplir le tableau suivant. **Le prix évalué total doit être égal à la soumission selon le total inscrit sur le formulaire de proposition de prix (APPENDICE 1) présenté à la clôture de l'appel d'offres.** Il se peut qu'on demande une autre ventilation le cas échéant.

Section	Description	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
01 11 00 BDPC-1	Solde des coûts du projet - Comprend tous les frais variables, y compris ceux qui ne sont directement attribuables aux postes salariaux, notamment :	montant forfaitaire	1		\$ _____
	bénéfices			\$ _____	
	supervision			\$ _____	
	frais généraux			\$ _____	
	administration			\$ _____	
	assurance			\$ _____	
	CAT			\$ _____	
	provision pour réparation d'équipement			\$ _____	
	tous les frais indirects liés aux prix unitaires spécifiques, etc.			\$ _____	
01 11 00 - 1	Atelier d'orientation des travailleurs	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 29 83 - 1	Emballage et manutention des échantillons du représentant du Ministère et transport jusqu'à Yellowknife	ch.	30	\$ _____	\$ _____
01 29 83 - 2	Exigences de l'entrepreneur relatives au contrôle, y compris l'échantillonnage, le transport et l'analyse dans un laboratoire accrédité	somme P et C	1	10 000 \$	10 000 \$
01 31 19 - 1	Réunion préalable aux travaux de construction	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 31 19 - 2	Réunion préalable à la désinstallation du chantier	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 31 19 - 3	Réunion entre les saisons	ch.	1	\$ _____	\$ _____
01 31 19 - 4	Réunions sur l'avancement des travaux	ch.	10	\$ _____	\$ _____
01 31 19 - 5	Réunions sur les travaux de construction	ch.	45	\$ _____	\$ _____
02 31 19 - 6	Réunions communautaires	ch.	2	\$ _____	\$ _____
02 31 19 - 7	Réunion de clôture du contrat	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 33 00 - 1	Photographies du site	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 35 32 - 1	Plan de santé et de sécurité propre au	montant	1	\$ _____	\$ _____

Section	Description	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
01 11 00 BDPC-1	Solde des coûts du projet - Comprend tous les frais variables, y compris ceux qui ne sont directement attribuables aux postes salariaux, notamment : site	montant forfaitaire	1		\$ _____
01 35 32 - 2	Surveillants de la faune	jour	750	\$ _____	\$ _____
01 35 43 - 1	Fournitures pour la protection de l'environnement	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 1	Installation du chantier à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 2	Installation du chantier à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 3	Désinstallation du chantier à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 4	Désinstallation du chantier à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 5	Désinstallation du chantier à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 6	Désinstallation du chantier à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 7	Installation et désinstallation du chantier à la mine Wilson	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 53 00 - 8	Installation et désinstallation du chantier à la mine Waldron	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 1	Approvisionnement des campements et début des travaux à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 2	Approvisionnement des campements et début des travaux à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 3	Approvisionnement des campements et début des travaux à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 4	Exploitation et entretien des services dans les campements (mine Outpost Island)	par pers./par jour	300	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 5	Exploitation et entretien des services dans les campements (mine Blanchet)	par pers./par jour	300	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 6	Exploitation et entretien des services dans les campements (mine Copper Pass)	par pers./par jour	650	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 7	Gîte et couvert du représentant du Ministère et du personnel autorisé	par pers./par jour	150	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 8	Repas occasionnels pour le personnel autorisé du représentant du Ministère ou le personnel de l'entrepreneur en visite sur place	par repas	500	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 9	Transport aller-retour - entre Yellowknife et les sites miniers	par voyage aller-retour	30	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 10	Lignes de communication du représentant du Ministère	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 54 00 - 11	Fournitures de bureau jetables	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____

Section	Description	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
01 11 00 BDPC-1	Solde des coûts du projet - Comprend tous les frais variables, y compris ceux qui ne sont directement attribuables aux postes salariaux, notamment :	montant forfaitaire	1		\$ _____
01 71 00 - 1	Levés d'arpentage	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 77 00 - 1	Inspection après la désinstallation de chantier	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
01 78 00 - 1	Documents d'archive sur le projet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 00 00 - 1	Construction de la route hivernale	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 00 00 - 2	Entretien de la route hivernale	par jour	15	\$ _____	\$ _____
02 41 16 - 1	Travaux de démolition à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 16 - 2	Travaux de démolition à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 16 - 3	Travaux de démolition à la mine Copper	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 23 - 1	Retrait des débris à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 23 - 2	Retrait des débris à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 23 - 3	Retrait des débris à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 23 - 4	Solidification et broyage des fûts vides (ne comprend pas les fûts contenant des produits) à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 23 - 5	Solidification et broyage des fûts vides (ne comprend pas les fûts contenant des produits) à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 41 23 - 6	Solidification et broyage des fûts vides (ne comprend pas les fûts contenant des produits) à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 1	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers à la mine Outpost Island	tonnes	50	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 2	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers à la mine Blanchet	tonnes	125	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 3	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers à la mine Copper Pass	tonnes	150	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 4	Excavation et gestion du minerai et du concentré de minerai et transfert ex situ à la mine Blanchet	tonnes	20	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 5	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des métaux à la mine Outpost Island	tonnes	0,01	\$ _____	\$ _____
02 55 13 - 6	Excavation, gestion, transfert et élimination du sol contaminé par des métaux à la mine Blanchet	tonnes	150	\$ _____	\$ _____
02 55 33 - 7	Excavation, gestion, transfert et	tonnes	5	\$ _____	\$ _____

Section	Description	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
01 11 00 BDPC-1	Solde des coûts du projet - Comprend tous les frais variables, y compris ceux qui ne sont directement attribuables aux postes salariaux, notamment : élimination du sol contaminé par des métaux à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1		\$ _____
02 61 33 - 1	Fourniture de conteneurs d'expédition - déchets dangereux à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 2	Fourniture de conteneurs d'expédition - déchets dangereux à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 3	Fourniture de conteneurs d'expédition - déchets dangereux à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 4	Mise en conteneur de matières solides dangereuses connues à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 5	Mise en conteneur de matières solides dangereuses connues à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 6	Mise en conteneur de matières solides dangereuses connues à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 7	Mise en conteneur de liquides connus	fûts	19	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 8	Transport ex situ des déchets solides ou liquides dangereux en conteneurs à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 9	Transport ex situ des déchets solides ou liquides dangereux en conteneurs à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
02 61 33 - 10	Transport ex situ des déchets solides ou liquides dangereux en conteneurs à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
03 05 11 - 1	Scellement des ouvertures à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
03 05 11 - 2	Remblayage des ouvertures supplémentaires à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
03 05 11 - 3	Couvertures de puits aux mines Wilson et Waldron	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 1	Travaux de préparation et de nivellement à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 2	Travaux de préparation et de nivellement à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 3	Travaux de préparation et de nivellement à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 4	Amélioration et entretien des voies d'accès à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 5	Amélioration et entretien des voies d'accès à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 6	Amélioration et entretien des voies d'accès à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 7	Reprofilage et renouvellement des piles de résidus et de stériles à la mine Outpost Island	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 8	Remise en état du site à la mine	montant	1	\$ _____	\$ _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-150150/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs107

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

AANDC-EW699-150150

NCS-4-37027

Section	Description	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Total
01 11 00 BDPC-1	Solde des coûts du projet - Comprend tous les frais variables, y compris ceux qui ne sont directement attribuables aux postes salariaux, notamment :	montant forfaitaire	1		\$ _____
	Outpost Island	forfaitaire			
31 22 15 - 9	Reprofilage et renouvellement des piles de sols contaminés par les métaux et de stériles à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 10	Reprofilage et renouvellement des sols contaminés par les métaux à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 11	Remise en état du site à la mine Blanchet	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 12	Récupérer les minerais et les sols contenant des minerais et les stériles, les déposer dans les tranchées 1 et 2 et recouvrir ces dernières à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
31 22 15 - 13	Remise en état du site à la mine Copper Pass	montant forfaitaire	1	\$ _____	\$ _____
Total des coûts ventilés – taxe(s) applicable(s) en sus					_____ \$